

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ du 10 novembre 2006
fixant des prescriptions complémentaires (Diagnostic approfondi et Etude détaillée des risques)
à la Société COSTIL Tanneries de France S.A.S. à LINGOLSHEIM,
représentée par son liquidateur judiciaire

Titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement-

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 34-4 et 18,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** l'arrêté préfectoral du 6 décembre 1999 autorisant la société COSTIL Tanneries de France S.A.S. à poursuivre l'exploitation de la tannerie sur le site de LINGOLSHEIM,
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 juin 2004 mettant la société COSTIL Tanneries de France S.A.S. en demeure de respecter des dispositions de l'arrêté susvisé, notamment en matière de rétentions des produits dangereux pour l'environnement,
- VU** la décision de la Mission Inter Services de l'Eau du Bas-Rhin, en date du 27 novembre 2000 relative à la méthodologie d'intervention et aux objectifs de dépollution à atteindre dans le cas de pollutions concernant les eaux souterraines, en application de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse adopté par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996,
- VU** l'Etude simplifiée des risques établie par la Société ANTEA en octobre 1999 sous les références A17338 (Etape A) et A17829 (Etape B), étude commandée par l'actionnaire principal de la Société COSTIL Tanneries de France S.A.S. (Société SAGA développement) et remise à l'Inspection en septembre 2005,
- VU** la déclaration de cessation définitive d'activité établie en date du 6 janvier 2006 par le liquidateur judiciaire, Maître WINDENBERGER-JENNER,
- VU** le document établi par la Société ANTEA en avril 2006 sous la référence A41077/A, dénommé "Mémoire de cessation d'activité" comportant des compléments de diagnostic des sols,

VU le rapport du 28 juillet 2006 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 5 septembre 2006,

CONSIDÉRANT que des analyses de la qualité des eaux souterraines dans le piézomètre de contrôle situé en aval du site ont permis de détecter des composés organiques migrant des sols vers la nappe d'eau souterraine,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de valider, et adapter le cas échéant, le réseau de piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines, compte tenu de l'arrêt du puits de pompage exploité par la Société COSTIL Tanneries de France S.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'au vu des conclusions de l'étude simplifiée des risques (Etape A), étude ayant conduit à identifier des sources de pollution potentielles, en particulier par des composés organiques volatils et des métaux, étude préconisant des investigations complémentaires et une évaluation détaillée des risques,

CONSIDÉRANT qu'au vu des conclusions de l'étude simplifiée des risques (Etape B), après investigations complémentaires par une analyse d'eau et 12 sondages sols, une simple surveillance de la qualité des eaux souterraines était préconisée,

CONSIDÉRANT qu'au vu des conclusions du document référencé A41077/A et dénommé "Mémoire de cessation d'activité" comportant des compléments de diagnostic des sols (9 sondages sols – pas d'analyses d'eaux), les valeurs de définition de sources de pollution dans le sol sont dépassées pour le Chrome, l'Arsenic, le Cuivre et le Plomb (valeurs de référence issues du guide de gestion des sites pollués, édité par le BRGM),

CONSIDÉRANT qu'au vu du nombre de sondages de sols et du nombre de résultats d'analyses des eaux souterraines et des conclusions non homogènes des différentes études, il est nécessaire de disposer d'un diagnostic approfondi et d'une étude détaillée des risques,

CONSIDÉRANT l'historique du site et l'examen des pratiques environnementales,

CONSIDÉRANT qu'il convient de fixer toutes prescriptions additionnelles que justifie la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

APRÈS communication au représentant de la société du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION

La société COSTIL Tanneries de France S.A.S., exploitant les installations situées à LINGOLSHEIM, 1 rue des Peausseries et représentée par son liquidateur judiciaire, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

Article 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Les dispositions de l'article 15 de l'Arrêté préfectoral du 6 décembre 1999 sont remplacées par les dispositions suivantes:

Le maintien en bon état du réseau de surveillance des eaux souterraines est assuré sur le site.

Les dispositions nécessaires pour permettre des prélèvements aux différents points prévus, notamment en protégeant les ouvrages et en veillant à les laisser accessibles pour les contrôles sont prises.

Le réseau de surveillance, en référence au plan joint au présent arrêté est composé:

- de deux piézomètres dénommés Pz1 et Pz2 situés en aval des installations exploitées,
- du puits de pompage dénommé 272-2-28, situé dans le bâtiment principal,

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, le réseau de surveillance est validé par un laboratoire indépendant, pour le nombre de points de surveillance et pour la profondeur et le bon état des ouvrages existant; les éventuelles insuffisances constatées donnent lieu à des réponses appropriées dans **un délai n'excédant pas deux mois supplémentaires**.

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les analyses des paramètres fixés dans le tableau suivant sont réalisées sur des échantillons représentatifs dans les ouvrages de contrôle de la nappe souterraine. La fréquence de renouvellement mensuelle peut être modifiée sur demande justifiée.

<i>Paramètre</i>	<i>Pz 1</i>	<i>Pz 2</i>	<i>Puits</i>
<i>Cr total</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>Cr6</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>Cu</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>Pb</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>Cd</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>Hg</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>As</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
Phénols	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
Cyanures Totaux	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>Hydrocarbures totaux</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>Composés organiques Halogénés volatils (COHV)</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>Polychlorophényles (PCB et PCT)</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>DCO</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>pH</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>
<i>Niveau piézométrique</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>M</i>

Fréquences d'analyse : nA = tous les n années, S = semestrielle, T = trimestrielle, M = mensuelle

Les prélèvements et les analyses à effectuer sont réalisés en respectant les normes en vigueur par un laboratoire agréé.

Les résultats des contrôles périodiques sont transmis à l'inspection des installations classées, sans délai, accompagnés des commentaires du laboratoire.

Article 3 - DIAGNOSTIC APPROFONDI

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un diagnostic approfondi du site sera effectué selon la méthodologie décrite dans le guide de gestion des sites pollués, édité par le BRGM.

A l'issue du diagnostic approfondi **et dans le même délai**, un rapport de synthèse sera transmis à l'inspection des installations classées, ce rapport de synthèse comportera notamment :

- une introduction rappelant notamment les raisons ayant conduit à mener ces investigations ;
- une description du site, comprenant entre autres les conditions générales locales au moment des investigations, la localisation et l'identification des sources de pollution (reconnues), celles des cibles qui devraient être prises en considération pour les évaluations détaillées des risques, en particulier l'usage envisagé pour le site étudié et son environnement. Le schéma conceptuel (source, transfert, cible) sera ainsi précisé ;
- une présentation détaillée de la stratégie d'investigations, avec notamment :
 - une justification du choix des substances retenues pour la réalisation du diagnostic approfondi,
 - une description de la campagne d'investigations élaborée, par milieu,
 - les méthodes et techniques retenues, et les raisons du choix,
 - les précautions prises (risques pour les personnes, pour l'environnement) ;
- une description des travaux de terrain, en séparant les phases de prélèvement, de constitution des échantillons, de conditionnement, de transport, mais aussi en indiquant les éventuels incidents survenus au cours de ces étapes, et les précautions prises pour assurer l'intégrité des échantillons ;
- la chaîne analytique retenue (société en charge de l'échantillonnage, laboratoire d'analyses, éventuel prestataire, préparation, type d'analyses, mode d'étalonnage et nature des étalons, limites de dosabilité, degré de précision, ...) ;
- les résultats bruts obtenus (observations de terrain, résultats des analyses), par milieu étudié ;
- la justification du choix des cibles qui seront prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (homme, ressources en eau, écosystèmes, biens matériels) ;
- la détermination de la zone de la nappe phréatique impactée par les substances provenant du site et leurs produits de dégradation à des valeurs supérieures ou égales aux valeurs de constats d'impact (VCI) eaux usage sensible.

Article 4 - EVALUATION DÉTAILLÉE DES RISQUES

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté devront être remis à l'inspection des installations classées les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération dans le diagnostic approfondi décrit dans l'article précédent.

Ces évaluations seront effectuées selon la méthodologie décrite dans le guide de gestion des sites pollués, édité par le BRGM, en développant tout particulièrement les points suivants :

- le choix des substances prises en considération,
- les données toxicologiques utilisées,
- la nature des sources d'exposition prises en considération (notamment dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine),

- le choix justifié des scénarios d'exposition retenus in fine,
- les raisons du choix du ou des modèles utilisés,
- les paramètres clés et les hypothèses de calcul dont découle le résultat,
- les concentrations admissibles dans les milieux pour les différents scénarios étudiés,
- les incertitudes inhérentes à chaque évaluation détaillée des risques de cibles.

Article 5 - RÉHABILITATION DU SITE

Dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, si les évaluations concluent sur un niveau de risque jugé inacceptable, il sera transmis à l'inspection des installations classées, selon la méthodologie décrite dans le guide de gestion des sites pollués, édité par le BRGM, un rapport définissant les objectifs de réhabilitation.

Cette définition des objectifs de réhabilitation devra comprendre une comparaison de ces objectifs avec les limites techniques et économiques des procédés de traitement existants.

Le rapport comprendra notamment les points suivants :

- une évaluation des risques d'exposition des hommes et de contamination de l'environnement lors des phases ultérieures de réhabilitation du site, ainsi que les mesures préventives à adopter;
- une évaluation des durées de traitement du site ;
- les éventuelles mesures complémentaires à apporter au site dans son état final. Il s'agit notamment des mesures de surveillance ou des restrictions d'usage à apporter ;
- une analyse générale des incertitudes.

Article 6 - RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté, il sera remis un résumé non technique des études citées précédemment, afin d'en faciliter la prise de connaissance par des personnes non averties.

Ce résumé comprendra notamment des conclusions et recommandations portant sur :

- la nécessité ou pas d'une réhabilitation,
- les objectifs de réhabilitation proposés,
- les éventuelles mesures complémentaires à apporter (notamment en terme de surveillance d'un ou l'autre milieu de transfert et/ou d'exposition),
- les éventuelles restrictions d'usage du fait des concentrations résiduelles à l'issue des travaux de dépollution.

Article 7 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de LINGOLSHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 8 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de la société COSTIL Tanneries de France S.A.S., représentée par son liquidateur judiciaire.

Article 9 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 11 – EXÉCUTION¹ - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le Maire de LINGOLSHEIM,
- le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Directeur départemental de la sécurité civile,
- les inspecteurs des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation est notifiée à la société COSTIL Tanneries de France S.A.S., représentée par son liquidateur judiciaire.

LE PRÉFET

¹ **Délais et voie de recours** (article L 514.6 du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

ANEXE I – PLAN D'IMPLANTATION DES OUVRAGES DE CONTROLE

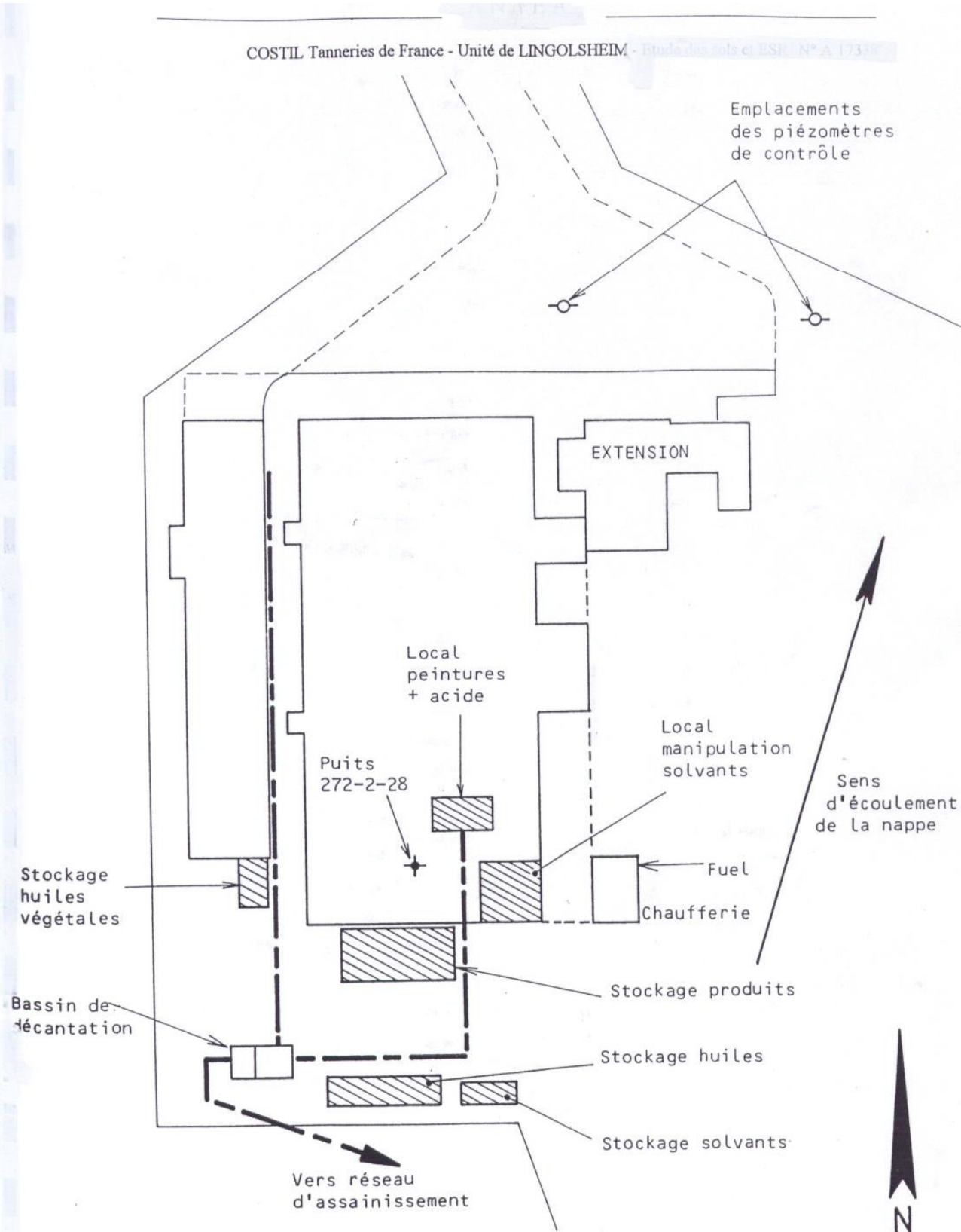


Figure 6 Localisation des deux piézomètres de contrôle